

Devant la crise gouvernementale

(Suite de la première page)

Mollet a conduit la politique française dans une impasse, d'où la nouvelle combinaison gouvernementale que la bourgeoisie tente de mettre debout aura beaucoup de mal à sortir.

En Algérie la Résistance ne faiblit pas, et chaque jour nous apporte les échos d'une intensification de la lutte.

L'expédition de Suez, se combinant à la guerre d'Algérie, a été un fiasco dont les suites se sont fait sentir lourdement sur les finances du pays.

Cependant si quelques attardés se lèvent encore pour applaudir le couplet patriotard « contre le méchant dictateur Nasser, nous exigeons la liberté du canal et la gestion des actionnaires de la Compagnie de Suez », les milieux d'affaires ne l'entendent plus de cette oreille. Dans la coulisse les armateurs veillent au grain, et entendent bel et bien profiter à nouveau du passage par le Canal.

Un aspect particulièrement intéressant du débat parlementaire: aucun des « grands ténors », des leaders de la bourgeoisie ne s'est manifesté au cours du débat à l'Assemblée. Il semble que, se réservant pour l'avenir, ils aient laissé tomber le gouvernement afin de faire la place à une nouvelle formule qui, tant bien que mal, pourrait momentanément raccommoder quelques accrocs de l'équipe précédente, celle-ci se trouvant par trop enfoncée et discréditée pour faire preuve de nouvelles initiatives.

Mais la crise de la société française ne sera pas dénouée par la mise en place d'un nouveau gouvernement. Les problèmes se posent toujours avec acuité. Les solutions sont toujours aussi difficiles à trouver.

En écartant pour l'instant la solution de force préconisée par les ultras en Algérie, qui suppose aussi que soit écrasée l'opposition à cette politique en France même, il ne reste à la bourgeoisie que la voie des compromis. Dans cet ordre d'idées la formule de « l'autonomie interne » pour l'Algérie refait son chemin, assortie de considérations sur un renforcement parallèle des liens économiques et politiques avec la France de la Tunisie et du Maroc dans le cadre d'une Fédération Nord-Africaine. Seulement cette solution se heurte au caractère spécial que revêt la Résistance algérienne qui n'est pas du tout contrôlée par un interlocuteur « valable », c'est-à-dire bourgeois, mais par des dirigeants représentant des couches populaires.

Lacoste l'a bien souligné dernièrement en déclarant au cours d'une interview: « la bourgeoisie musulmane et les membres des professions libérales de ce pays n'ont pas retrouvé l'autonomie qui leur serait nécessaire pour jouer dès à présent un rôle de médiateur. Ils restent en fait sous la coupe du F.L.N. » (« Le Monde », 17 mai 1957).

La bourgeoisie sera donc obligée de rechercher encore, pendant un temps, des provisoires palliatifs.

La solution réelle à la crise ne peut venir que de la classe ouvrière!

Celle-ci est engagée actuellement dans de nombreuses luttes pour l'amélioration de ces conditions de vie. Ses revendications mettent en cause la gestion économique de la bourgeoisie.

Qu'une direction syndicale appropriée sache unifier ses revendications, coordonner ses luttes et ouvrir la perspective d'une action générale pour la satisfaction de ses revendications; qu'une direction politique appropriée, révolutionnaire, lui montre que ses revendications économiques posent des problèmes politiques qu'il est urgent de résoudre, lui ouvre la perspective de l'installation d'un gouvernement à son service, et on verra la classe ouvrière s'engager avec enthousiasme dans la voie de la lutte pour le véritable socialisme.

Le dernier Comité Central du PCF n'a rien apporté de nouveau sur ce plan; on y revient toujours à la même idée d'une alliance avec une couche de la bourgeoisie; actuellement il s'agit de se rapprocher de l'aile Mendessiste comme si Mendès-France possédait un programme en faveur de la classe ouvrière!

Au cours de son intervention à l'Assemblée, au nom du PCF, Waldeck-Rochet a insisté sur la nécessité de changer de politique à la manière d'un radical de gauche et non d'un dirigeant ouvrier, parlant de « nos bateaux » à propos du canal de Suez, de « nos clients » avec l'Algérie, proposant aux travailleurs de lutter pour un gouvernement de collaboration de classe. La formule d'un gouvernement à l'image du scrutin du 2 janvier correspond à la formation d'un gouvernement qui rassemblerait non seulement les communistes et les socialistes, mais aussi les radicaux qui ne représentent pas la classe ouvrière ou une couche de travailleurs, mais un Parti du grand capital utilisant les classes moyennes à son service et cette formule signifie un gouvernement sur un programme *acceptable pour la bourgeoisie*, c'est-à-dire des mesures illusoire pour remettre le capitalisme d'aplomb et non des mesures pour le liquider et s'orienter vers la construction du socialisme.

Ce sont les travailleurs communistes qui n'ont pas voulu le vote des « pouvoirs spéciaux », ce sont les travailleurs socialistes qui n'ont pas voulu la politique de Mollet, qui doivent lutter pour imposer à leurs partis l'Unité d'Action pour:

La grève dans les États ouvriers... et ailleurs

(Suite de la première page)

Les dirigeants chinois ont d'abord approuvé l'écrasement de la révolution hongroise; Chou En-Lai lui-même était venu pour rétablir une sorte d'unité des rangs des directions des États ouvriers. Mais il semble que, cela fait, ils ont été amenés par ces événements et par des mouvements d'étudiants et d'ouvriers dans leur propre pays, à réfléchir plus profondément à la situation et qu'ainsi ils sont arrivés à des conclusions différentes, surtout que l'emploi de la force loin de donner les résultats voulus, entraînerait des explosions encore plus grandes. Pour reprendre certains propos de Mao Tse Tung, ils ont pensé « qu'il fallait tirer l'avertissement du passé afin d'être plus prudent pour l'avenir et de traiter la maladie en vue de sauver l'homme. »

Que les dirigeants chinois appliquent ouvertement ou non rétroactivement leurs conceptions aux événements de Pologne ou de Hongrie est secondaire. Pour les communistes qui, aujourd'hui, comprennent que le stalinisme a été autre chose que le leninisme, et qui s'efforcent de comprendre ce qui s'est passé et pourquoi, pour ces militants qui sont aujourd'hui en opposition à la direction Thorez, laquelle restera jusqu'à la fin sur les positions stalinienne les plus extrêmes, avec Enver Hodja et quelques autres théoriciens du même acabit, l'évolution de la pensée des dirigeants chinois aura une très grande importance. Nous sommes sûrs qu'elle les aidera à retrouver toute une série de pensées de Lenine, notamment dans ses derniers écrits où il dénonçait la bureaucratie montante en URSS, à mieux les comprendre et, finalement, à saisir le sens de la lutte de l'Opposition en URSS et ainsi à renforcer leur combat contre les staliniens d'aujourd'hui.

Mais la position des dirigeants chinois a aussi un autre intérêt pour un autre aspect de la lutte contre le stalinisme, un aspect très concret pour les communistes de France.

Sous diverses formes, bien des militants communistes en France se posent la question de la politique suivie depuis la Libération, comparant les possibilités de l'époque et la situation d'aujourd'hui. L'idée qu'on a « loupé le coche » qui couvait depuis longtemps, qui fut tellement reprochée par la direction Thorez à Marty au moment de son exclusion, se développe de plus en plus.

Or, parmi les aspects les plus caractéristiques de la politique de la direction Thorez à cette époque, chacun se souvient que cette direction dénonçait la grève comme étant alors « l'arme des trusts ». Ainsi, pour la direction Thorez, non seulement faire grève dans un État ouvrier est une manifestation de « chouan et de contre-révolutionnaire », mais du temps où Maurice Thorez était ministre du gouvernement de Gaulle, et s'affairait à remettre sur pied l'État et l'économie capitalistes, faire grève ne pouvait être que l'œuvre d'agents des trusts. On comprend que pour cette direction les propos des dirigeants chinois, en la matière, seront doublement et triplement antimarxistes.

Au moment où les dirigeants du PCF et tous les dirigeants staliniens dans le monde croyaient s'être remis des difficultés du rapport Khrouchtchev et des événements de Pologne et de Hongrie, voici que la Chine (de cette Chine où le stalinisme a commis jadis de si grands crimes), leur arrivent des coups d'une force extraordinaire. Et ce n'est pas fini. Tous ces coups sont seulement sur le plan théorique l'expression de la marche en avant de ces masses qui sont en train de se débarrasser de leurs vieilles directions bureaucratiques et de créer de nouvelles directions révolutionnaires.

— La paix en Algérie et l'indépendance inconditionnelle de tous les peuples.

— L'augmentation générale des salaires pour une véritable échelle mobile.

— La nationalisation sans indemnisation de tous les secteurs-clés de l'économie, sous le contrôle ouvrier.

— L'épuration de l'armée, de la police, de tous les corps administratifs, des éléments réactionnaires.

— La réduction du service militaire.

— Le retrait de l'OTAN et de tous les organismes européens — pour la libre détermination par le peuple des alliances internationales.

Pour appliquer ce programme il faut imposer:

Un Gouvernement Ouvrier-Paysan, des travailleurs socialistes et communistes.

Les masses les plus larges accepteront de se battre pour un tel objectif, car il correspond à leurs aspirations. Dès maintenant, que partout les militants révolutionnaires prennent l'initiative de se battre pour faire triompher cette solution, la solution de classe.

La crise de la bourgeoisie doit être dénouée au profit du prolétariat. Le gouvernement Mollet-Lacoste qui faisait peser une hypothèque sur la classe ouvrière est tombé. Pour un changement radical de la politique française, les masses doivent former leurs *Comités d'Action* à la base. En rassemblant toutes les revendications de la classe ouvrière, ces *Comités d'Action* doivent se fédérer, se former en *Conseils* départementaux et nationaux afin de rassembler toutes les couches de travailleurs qui désirent en finir avec la politique de misère et de guerre, et avancer vers la solution ouvrière: le socialisme!